



Avec ou sans tracteur, toutes et tous dans la rue le 26 mars

Les faits contredisent les promesses

Les promesses du candidat Emmanuel Macron en 2017 : « Dans les cinq ans qui viennent, je ne touche pas à la retraite des retraités. Leur retraite sera préservée, il n'y aura pas de perte de pouvoir d'achat ».

Les faits : depuis 2017, une perte 9,1 % de pouvoir d'achat (augmentation des pensions à 7,9 % pour une inflation de 17 %, plus le cumul des pertes de chacun des 84 mois qui s'élève à près de 3 mois de pension !

Fait rare, le gouvernement a respecté la loi, les pensions viennent d'augmenter de 5,3 %, comme l'inflation officielle. **Le respect de la loi n'est pas un cadeau, c'est le résultat de nos mobilisations du 24 octobre.** Le 26 mars prolonge le 24 octobre, sa réussite imposera la prise en compte des revendications des retraités.

Pour les personnes en retraite, l'augmentation des prix subie est supérieure à l'inflation « officielle ». Les dépenses incompressibles augmentent davantage pour les plus de 74 ans : l'alimentation (notamment à domicile), l'énergie pour le logement, souvent plus grand et chauffé au fioul ou au gaz.

Pour les personnes en retraite, la santé coûte de plus en plus cher, trop cher !

Les gouvernements :

- assèchent les ressources de la Sécurité sociale (exonérations, transfert de la dette Covid, ...)
 - réduisent le rôle de la Sécu (franchises médicales, dépassements d'honoraires, ... et doublement du montant des franchises et participations forfaitaires),
 - transfèrent les compétences de la Sécu aux complémentaires santé, onéreuses et inégalitaires, qui augmentent leurs tarifs (40 % depuis 2018, +7,1 % en 2023 et +20 % pour les seniors en 2024). Beaucoup trop de personnes âgées, qui dépendent plus pour leur santé et doivent cotiser plus, doivent renoncer à une complémentaire et à l'accès aux soins.
- **Nous revendiquons le 100 % Sécu pour les soins et des services publics de proximité !**

Les gouvernements méprisent les retraité·es, ils promettent et repoussent toujours une loi « grand âge », malgré les scandales de la maltraitance dans les EHPAD, malgré le coût de l'EHPAD plus cher que la pension, pour la quasi-totalité des résident·es ! Maintenant, la nouvelle ministre des Solidarités **Catherine VAUTRIN**, déclare le 24 janvier 2024 « *Tout ne passe pas par la loi* » et le 1^{er} ministre Gabriel Attal n'en a pas parlé !

➤ **Nous revendiquons un grand service public de l'autonomie avec zéro reste à charge !**

Tout cela engendre une augmentation de la pauvreté des retraité·es les plus démunis, 700 000 n'ont que le minimum vieillesse (+10,6 % en un an). Et, en même temps, en France selon Oxfam, en 10 ans, il y a 3 fois plus de milliardaires et ces 42 milliardaires ont gagné 230 milliards d'euros, autant que pour faire un chèque de 3 400 euros pour chaque Français.

Le 26 mars, frappons un grand coup !

Manifestation à :

Fougères : 16H00 devant la sous-préfecture

Redon : 11h00 devant la sous-préfecture

Rennes : 10h30 place du colombier + manif vers l'ARS

Saint-Malo : 11h00 devant la Sécurité Sociale

